17 décembre 2010

Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 20 septembre 2006 en vue d'élargir la qualité de partie aux plaignants dans les cas d'enquêtes administratives ouvertes pour atteinte à la personnalité. Introduction de nouvelles dispositions dans le statut du personnel de l'administration municipale et le statut du personnel du Service d'incendie et de secours.

Rapport de M. Olivier Fiumelli.

La commission des finances s'est réunie le 6 et le 27 février, ainsi que le 27 mars 2007 pour traiter cette proposition qui a finalement été votée le 16 mai 2007, soit lors de la précédente législature.

Toutefois, dès son entrée en fonction en juin 2007, le nouveau Conseil administratif s'est attelé à la rédaction d'un nouveau statut du personnel en concertation avec les syndicats. Le nouveau texte (PR-749) a été présenté au Conseil municipal en octobre 2009 pour être finalement voté le 29 juin 2010.

Dès lors que la proposition PR-500 n'a pas été formellement retirée par le Conseil administratif et que la commission des finances l'a traitée et votée, un rapport doit être présenté au Conseil municipal.

Cette proposition doit aujourd'hui être considérée comme nulle, puisqu'elle modifie un texte qui n'existe plus et que l'essentiel de ses dispositions ont été reprises dans le nouveau statut du personnel.

En conclusion, le rapporteur, qui renonce à rapporter les travaux de la commission dont il n'était pas membre à cette époque, recommande au Conseil municipal de refuser cette proposition.

PROJET D'ARRÊTÉ I REFUSÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre w), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est introduit un nouvel article 13, lettre b), du statut du personnel de l'administration municipale du 3 juin 1986 (LC 21 151.1) libellé comme suit:

«**Art. 13** Attitude générale

»Les fonctionnaires doivent, par leur attitude:

»(...)

»b) (*nouveau*) s'abstenir de tout comportement portant atteinte à la personnalité de leurs supérieurs, leurs collègues et leurs subordonnés, notamment en matière de harcèlement psychologique et de harcèlement sexuel. Le Service des ressources humaines veille à ce que les fonctionnaires soient informés sur cette problématique.

»(...)

»(...)»

Art. 2. – La désignation des alinéas b) et c) est décalée d'autant; ils deviennent c) et d).

Art. 3. – Il est introduit un nouvel article 40A du statut du personnel de l'administration municipale (LC 21 151.1) libellé comme suit:

«**Art. 40A** (*Nouveau*) Procédure en matière d'atteinte à la personnalité

»Le fonctionnaire victime d'une atteinte à sa personnalité, en particulier de harcèlement moral ou sexuel, peut demander l'ouverture d'une procédure de médiation auprès du Service des ressources humaines. Les médiateurs peuvent être extérieurs à l'administration.

»En cas d'échec ou d'absence de médiation et selon la nature des faits, le Conseil administratif ouvre une enquête administrative. Le Conseil administratif désigne les personnes chargées de l'enquête; celles-ci peuvent être extérieures à l'administration.

»L'ouverture de l'enquête est notifiée par écrit à la personne mise en cause et au plaignant, avec indication des motifs.

»La personne mise en cause et le plaignant ont la qualité de partie à la procédure d'enquête. Ils sont informés qu'ils peuvent chacun se faire assister par un conseil de leur choix lors des auditions dans le cadre de l'enquête.

»A l'issue de l'enquête, le Conseil administratif communique sa décision à la personne mise en cause et au plaignant. Cette décision est susceptible de recours auprès du Tribunal administratif dans les 30 jours à compter de sa notification.

»En cas d'atteinte à la personnalité avérée, le Conseil administratif examine toute demande d'indemnité conformément à la loi sur la responsabilité de l'Etat et des communes.»

Art. 4. – Le présent arrêté entre en vigueur à l'échéance du délai référendaire.

PROJET D'ARRÊTÉ II REFUSÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre w), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est introduit un nouvel article 31 bis du statut du personnel du Service d'incendie et de secours de la Ville de Genève du 15 mars 2005 (LC 21 151.2) libellé comme suit:

«**Art. 31 bis** (*Nouveau*) Protection de la personnalité

»Les fonctionnaires doivent, par leur attitude, s'abstenir de tout comportement portant atteinte à la personnalité de leurs supérieurs, leurs collègues et leurs subordonnés, notamment en matière de harcèlement psychologique et de harcèlement sexuel. Le Service des ressources humaines veille à ce que les fonctionnaires soient informés sur cette problématique.»

Art. 2. – Il est introduit un nouvel article 62A du statut du personnel du Service d'incendie et de secours de la Ville de Genève du 15 mars 2005 (LC 21 151.2) libellé comme suit:

«**Art. 62A** (*Nouveau*) Procédure en matière d'atteinte à la personnalité

»Le fonctionnaire victime d'une atteinte à sa personnalité, en particulier de harcèlement moral ou sexuel, peut demander l'ouverture d'une procédure de médiation auprès du Service des ressources humaines. Les médiateurs peuvent être extérieurs à l'administration.

»En cas d'échec ou d'absence de médiation et selon la nature des faits, le Conseil administratif ouvre une enquête administrative. Le Conseil administratif désigne les personnes chargées de l'enquête; celles-ci peuvent être extérieures à l'administration.

»L'ouverture de l'enquête est notifiée par écrit à la personne mise en cause et au plaignant, avec indication des motifs.

»La personne mise en cause et le plaignant ont la qualité de partie à la procédure d'enquête. Ils sont informés qu'ils peuvent chacun se faire assister par un conseil de leur choix lors des auditions dans le cadre de l'enquête.

»A l'issue de l'enquête, le Conseil administratif communique sa décision à la personne mise en cause et au plaignant. Cette décision est susceptible de recours auprès du Tribunal administratif dans les 30 jours à compter de sa notification.

»En cas d'atteinte à la personnalité avérée, le Conseil administratif examine toute demande d'indemnité conformément à la loi sur la responsabilité de l'Etat et des communes.»

Art. 3. – Le présent arrêté entre en vigueur à l'échéance du délai référendaire.